

Adressez toute correspondance à
"LA LIBERTÉ"
110, rue de la Presse
Winnipeg, Man.
ABONNEMENTS:
Canada et États-Unis \$2.00
Union Postale \$1.50

LA LIBERTÉ

Directeur HECTOR HEROUX

DIEU ET MON DROIT

Imprimé et publié par la
WEST CANADA PUB. CO. LTD.
619, Ave. McDermott
Téléphones : A 1816 - A 1817

FRANCE

Evolution et amnésie

M. A. Thibaud, bourgeois littéraire, est devenu sur ses vieux jours le Bonhe du socialisme. Bien renté, entouré du luxe le plus artistique, assis dans sa demeure quasi princière, il rend, tel Bouha, les mains sur son ventre, des oracles que ses admirateurs recueillent avec componction.

Il vient de faire entendre sa parole mondiale, et c'est aux bolcheviks de Moscou, qui eurent naguère, toutes ses prédilections, qu'il adresse des remontrances. Ce n'est pas la première erreur de l'écrivain. Il s'aperçoit tout à coup que les Soviets traitent sur le même pied les ouvriers et les bourgeois, et qu'ils massacrent ou affament aussi bien les premiers que les autres.

Tant que les bolcheviks n'ont fusillé que les nobles, les bourgeois et les paysans, l'âme de M. Thibaud n'est point émue. Mais voilà qu'il apprend que les prisons de Moscou regroupent de socialistes et qu'on les fait exécuter en masse par l'armée rouge de Trotsky.

Ceci n'est plus de jeu, vraiment, et M. Thibaud lance aux Soviets une dépêche pour les adjurer d'épargner ces révolutionnaires pacifiques, non pas au nom d'une loi de liberté qu'il n'existe pas, non pas au nom d'une humanité qu'il n'admet pas un choix dans les mesures, mais "pour ne pas porter un préjudice irréparable à la grande cause de la libération des travailleurs du monde."

Ainsi donc, c'est du bolchevisme que M. Thibaud attend la libération des travailleurs. Sa manie du paradoxe le conduit à l'absurité; ce n'est pas d'aujourd'hui. Passons.

Mais sa manifestation a une autre portée. Elle arrive au moment même où le gouvernement de Moscou, par l'organe de Tchitchérine, se plaint à M. Poincaré de n'être pas pris pour un gouvernement régulier. Il assure que la propriété est respectée en Russie tout comme la vie humaine, et que les socialistes qu'on fusille sont soumis à des tribunaux réguliers.

Un supplique de M. Thibaud dispensera M. Poincaré de répondre à M. Tchitchérine, car il faut croire que l'écrivain n'a pas lancé son appel sans s'être documenté sur les atrocités dont les ouvriers russes sont victimes. Il fournit un nouvel argument aux gouvernements qui se refusent d'aller collaborer à Gênes avec des gens dont la formule de reconstitution européenne consistait à voler les biens et à supprimer les existences.

C'est un mauvais tour qu'il vient de jouer à M. Cachin, qui s'est fait l'ambassadeur de Lénine pour le représenter comme le plus doux des agneaux.

Une séance à la chambre a révélé chez certains leaders de gauche la plus étonnante des amnésies. Elle ne peut être expliquée que par le désir des uns de pallier les fautes passées, des autres de se garder une porte de sortie quand viendra le vote de la loi militaire. Chez tous se révèle une série de faux-fuyants dans une discussion où l'on semble moins se préoccuper de l'intérêt national que des petits intérêts électoraux.

L'incident qui a tenu presque toute la séance est né sur une étrange affirmation de M. Montet. S'étonnant de notre attitude d'attente vis-à-vis de l'Allemagne, il a montré celle-ci désarmée, amputée, ne disposant plus que de cent mille hommes, donc incapable de nous nuire.

"Ce n'est pas cent mille hommes, lui a répondu aussitôt M. Poincaré, mais deux cent cinquante mille hommes solidement armés, destinés à servir de cadres à plus de six millions de combattants."

Ce fut une stupefaction chez M. Montet, chez M. Cadieu, chez M. Briand. Jamais ils n'avaient entendu parler d'un tel chiffre.

Vraiment, comme le leur a dit M. Poincaré, il faut qu'un tel étonnement soit fait ou révèle la plus lamentable des ignorances.

A qui ferait-on croire, en effet, que ces messieurs n'entendent pas ce qui se dit à la tribune, ne lisent pas ce qu'impriment les journaux? Les effectifs allemands ont été cent fois énumérés à la Chambre, dans des discours retentissants comme ceux de M. André Lefèvre, du général de Castelnau, du colonel Fabry. Des centaines d'articles ont paru sur ce sujet dans les journaux et les revues, dans les rapports de la commission interalliée, où ces chiffres ont été alignés, où l'emploi de ces contingents a été spécifié, au point qu'il n'est pas un français qui ignore, pas un soldat de l'armée du Rhin qui n'en soit assuré.

Le comble, c'est d'avoir vu M. Briand lui-même, auteur de ces concessions à l'Allemagne, venir dire son étonnement à la tribune et avouer ainsi sa légèreté et son incompréhension des abandons qu'il avait lui-même consentis aux démarches du Reich. Pour s'excuser, il a tenté de faire une distinction entre l'armée allemande proprement dite et les forces de police, semblant ne pas se douter que celles-ci composaient celles-là et formaient un tout, nouveau organisé d'une mobilisation de guerre.

Il a fallu, chose stupéfiante, que M. Poincaré mit, à la tribune, sous les yeux de ces étranges politiciens, les documents officiels, pour les faire revenir d'un étonnement qui indiquait un singulier cas pathologique, s'il n'était plutôt un de ces petits calculs électoraux qui n'ont même pas le mérite d'être d'une spirituelle invention.

L'incident a eu cependant ceci de bon que la Chambre a fleuri les errements du passé, qu'ils fussent ou non incités par nos alliés, et qu'elle s'est bien rendu compte, à la veille du vote de la loi militaire, que notre sécurité exigeait de maintenir en

face d'une Allemagne armée, des forces supérieures à un agresseur toujours prêt à jeter l'Europe dans de nouvelles catastrophes.

L'Association d'Education

Des personnes bien intentionnées d'ailleurs, se demandent si l'Association d'Education existe encore.

Elle existe et elle est bien vivante, et, comme elle veut vivre longtemps, assez longtemps pour mener à bonne fin l'œuvre entreprise, elle s'efforce de faire le plus de bien possible avec les moyens restreints que mettaient à sa disposition ceux qui lui ont donné l'existence et qui sont intéressés à ce qu'elle vive.

La grosse menace actuelle est la pénurie de maîtres et de maîtresses diplômés et capables, en même temps, d'enseigner le français. L'Association s'est vite rendu compte de cette menace et elle a fait converger vers ce point les modestes ressources mises entre ses mains par le groupe français multination.

Si nous ne secondons pas ses efforts plus énergiquement nos écoles se garniront automatiquement de maîtres et de maîtresses n'ayant pas notre foi et ne sachant pas notre langue. Le département de l'Instruction publique n'aura qu'à croiser les bras et laisser faire; nous irons à la déaite et nous aurons été les ouvriers de notre déchéance.

Nous voudrions voir disparaître une mentalité qui a fait mourir plusieurs œuvres et qui menace celles qui vivent. Un trop grand nombre croient qu'après s'être réunis en convention, avoir nommé un exécutif avec président, secrétaire et trésorier on a tout fait, que le reste marche tout seul. On facilite même la besogne du trésorier en laissant vide son trésor.

Nous devons dire cependant que sur ce dernier point, on a fait une noble exception pour l'Association d'Education. Si l'apathie a été grande dans la masse, il faut reconnaître que l'Association a trouvé de beaux dévouements en certains endroits. Cela lui a permis de tenir debout son secrétariat, point de contact de tous les groupes français, et de faire qualifier un certain nombre de maîtresses qui, sans l'Association, ne seraient pas dans l'enseignement.

L'effort personnel coûte plus que l'effort financier; c'est l'effort personnel qui a manqué à l'Association, qui continue à paralyser son action et qui l'empêche de faire tout le bien qu'elle désire.

Pour que l'Association donne la pleine mesure de son efficacité, il faut le contact constant de l'exécutif avec les comités locaux. Seul, en général, le comité local est au courant des difficultés qui menacent notre vie française. S'il ne remplit pas son rôle d'informateur comment l'exécutif pourra-t-il venir à la rescousse? Voir aux difficultés en cet endroit serait pour l'exécutif un travail considérable; ce serait un très léger travail pour chacun des comités locaux.

Nous demandons à chaque groupe français de se poser les deux questions suivantes:

1o. Un comité local, existe-t-il ici?

2o. Qu'a-t-il fait?

Ne dites pas: il n'y a rien à faire. Ce serait la preuve que vous n'avez pas regardé autour de vous.

Quand trois ou quatre des plus âgés de chaque endroit se seront posés ces questions et y auront répondu de bonne foi, nous sommes sûrs qu'ils prendront des résolutions pratiques.

L'exécutif de l'Association compte sur les comités locaux, ils sont partie de l'Association à l'égal de l'exécutif.

Nous savons - Nous voulons

On prétend, (Vous savez qui?) que "le public au Manitoba est opposé à toute modification de la loi des écoles".

Or nous savons, nous, que dans le public instruit elle est mal considérée même au point de vue éducationnel. Des éducateurs que le fanatisme religieux n'aveugle pas disent ouvertement que l'étude optionnel du français dans les grades avancés constitue une véritable fumisterie et que les étudiants font d'un contact d'une préparation préalable sont incapables de faire un progrès appréciable, d'atteindre un résultat tangible dans la connaissance du français.

Nous savons, nous, que dans les districts anglais il est des hommes des fermiers qui protestent contre la "discrimination" qui permet à ceux qui ont de l'argent de faire apprendre le français à leurs enfants (et combien mal pourtant) en les envoyant dans les (High Schools) écoles secondaires tandis qu'eux autres trop pauvres sont obligés de les garder auprès d'eux pour avoir leur fin sous la ferme. Et c'est les poings fermés, et la colère au cœur, j'en suis témoin certain, qui, éroulés dans un fauteuil ils évoluent ce beau rêve qu'ils avaient fait pour leurs enfants, d'une instruction dans cette belle langue française qui a produit tant de chefs d'œuvre et préside à tant de vraie science et de belles découvertes. Ils doivent s'ouvrir leurs yeux, quand ils lisent dans le Free Press cet appel déhiant aux parents "la loi des écoles dans sa forme actuelle est la seule bannière à la balkanisation de cette province."

Nous savons aussi que dans les centres ruraux habités en majorité par des Français, les anglais qui y vivent apprécient le contact de leurs enfants avec les nôtres et sont très heureux de les voir dans leur bas-âge maîtriser la langue française à l'égal de l'anglais. Nous en savons même de ces pères de famille anglais qui ont échangé leurs terres pour des terres moins riches situées dans des paroisses françaises à seule fin d'obtenir pour leurs enfants les avantages de cette instruction bilingue.

Nous savons qu'ils sont multitude les Anglais qui nous reconnaissent sinon un droit abso, du moins un droit moral à l'usage de notre langue à l'école. La vie quotidienne nous les fait rencontrer, et certains comme Marlon, Denning, Motherwell ne craignent pas d'en faire le texte de leurs discours publics.

Toute question gagnée à être bien mise en lumière, *Liberté* du 4 avril à la veille de la nouvelle campagne électorale rappelle à ses lecteurs

leur devoir à l'égard de tout candidat qui endosserait le drapeau de justice de Morris.

Nous n'entendons pas renverser du jour au lendemain la loi actuelle, l'emprise du préjugé est trop forte sur la majorité; le fanatisme religieux est trop puissant. Mais ce que nous voulons, c'est que jusqu'à ce que justice complète nous soit rendue, le drapeau de nos revendications que justice sur tous les points d'attaque et cela par un sentiment profond et raisonné de l'injustice qui nous a été faite à nous les premiers occupants du Canada à nous qui constituons un tiers de la population du Canada. Ce que nous voulons c'est parfaire notre organisation, maintenir dans nos rangs l'enthousiasme, combattre encore pour une langue intimement liée à notre foi. Notre foi qui est notre meilleure raison de vivre. La persécution est la source de l'héroïsme.

ST. C.

A BAÏONS ROMPUS

Conversions

Le dernier courrier d'Angleterre nous apporte le récit de la conversion de deux pasteurs protestants. Tous deux appartenant à l'église anglicane.

Les conversions de pasteurs anglicans sont fréquentes. On les rencontre plus particulièrement dans la branche ritualiste de cette église. La plus retentissante de toutes ces conversions fut certes l'entrée en groupe dans le giron de l'Eglise de Rome des moines bénédictins anglais de l'abbaye de Caldey.

En matière religieuse, il est impossible de demeurer stationnaire. Il faut monter ou descendre. Cela signifie dans l'église anglicane qu'il faut monter vers la lumière qui brille à Rome ou descendre dans les ténements des autres sectes protestantes.

Grèves et profits

865,000 mineurs américains ont quitté leur travail. Leur exemple a été suivi par la majorité des mineurs de l'Alberta. Le même état de choses existe aussi en Nouvelle-Ecosse.

Qui a raison?

Il est difficile de le dire. Ce qui est certain, c'est qu'il en résultera de formidables pertes économiques. Il y aura diminution de production, peut-être cessation complète.

Ce serait déjà un grand mal. Mais le mal devient encore plus grand quand on fait le calcul que le charbon joue un rôle important et prépondérant dans la vie économique. Il faut du charbon pour les chemins de fer, il faut du charbon pour les usines. Il suffit de s'arrêter quelques instants sur ce point pour comprendre combien la grève des mineurs peut affecter la vie économique de tout le continent. Tout se tient et tout s'enchaîne dans l'industrie.

Les propriétaires des mines taxent d'exagérées les demandes des mineurs. Leur accord le supplément de salaire demandé comporterait une hausse de \$300 la tonne dans les prix du charbon. Les mineurs rétorquent que les propriétaires font de gros profits et qu'ils peuvent payer mieux leurs ouvriers tout en faisant encore de bons bénéfices.

Les cas des mineurs ressemblent à ceux de tous les grands travailleurs de la Nouvelle-Angleterre.

Voici en quels termes le R. P. Olivier, dominicain, directeur de *The Semine Paroissiale* de Fall River, parle de cette grève:

"Qui doit porter la responsabilité de ces grèves, et des misères qu'elles amènent inévitablement. Ses chefs ont dupé et exploité les travailleurs tout autant que les profiteurs dont ils parlaient avec une si grande colère."

Ses chefs ont aussi bien que les capitalistes, qui sont responsables du coût élevé de la vie par leurs demandes exagérées, les mauvaises directions, leur intransigence, durant la grève.

Et quand ils se font voter des

salaires de \$20,000 à \$25,000 par année à même les fonds des ouvriers, nous les trouvons bien mal avisés de se poser en serviteurs désintéressés de la classe ouvrière, et de dénoncer violemment les profits que font les capitalistes.

Mais dans le conflit présent, ils ont adopté une bonne cause et ils défendent bien.

Ils préchent le respect de l'ordre, donnent de loyales explications, demandent l'arbitrage.

Les patrons, eux, refusent de discuter devant un tribunal, rejettent tout compromis et ils n'ont pas encore apporté une vraie bonne raison pour justifier l'augmentation des heures de travail et la réduction des salaires.

La compétition des filatures du Sud est loin d'être aussi désastreuse qu'ils l'affirment. Elle n'a pas empêché les manufacturiers de la Nouvelle-Angleterre de faire de larges profits durant les dernières années.

En 1921 la majorité des exportations textiles ont payé de fortes dividendes.

La "Darnmouth Manufacturing Corporation" de New Bedford a payé trente-deux pour cent.

La "Bates Co." de Lewiston, Maine, a payé un dividende de stock de cinquante pour cent en 1921 et paye actuellement l'ancien taux sur le nouveau comme sur l'ancien stock.

Le "Berkshire Cotton Manufacturing Company" d'Adams, avec une capitalisation de \$2,500,000 rapporte aux "Profits" et Pertes un surplus de \$3,906,000, n'a pas de dettes, et a augmenté ses dividendes de vingt pour cent.

La "Appleton Company" de Lowell, a payé quarante pour cent de dividende; la "Sagamore Manufacturing Company" de Fall-River, trente-cinq pour cent; la "Naumkeag Steam Cotton Company" de Salem, quinze pour cent; la "Hamilton Manufacturing Company" de Lowell, soixante-dix pour cent.

Les manufacturiers sont donc malvenus de parler des conditions industrielles pénibles créées par la compétition du Sud.

Et c'est jusqu'à la seule raison qu'ils aient donnée pour expliquer la réduction des salaires.

Aussi le sentiment public n'est pas avec eux.

Surfrage féminin

La législature québécoise a récemment rejeté la requête des "Fraternités québécoises" des adversaires du surfrage féminin dans Québec ont pu en quelques jours recueillir plus de 25,000 signatures à opposer aux 2,000 en faveur du surfrage. Sa Grandeur Monseigneur Roy avait carrément pris partie contre le surfrage féminin. Au cours d'une polémique assez acerbe, les partisans du surfrage féminin ont soutenu que l'Eglise le favorisait. Son Eminence le cardinal Bégin, retour de Rome, vient d'écrire à son distingué auxiliaire une lettre exprimant son opinion de la façon la plus claire et la plus énergique. C'est un texte qui se prête pas à l'ergologie. Le voici:

COLLEGE CANADIEN
Rome 13 mars 1922.

Sa Grandeur Mgr P.-E. Roy, Archevêque de Séleucie, Québec.

Monseigneur,

J'ai lu avec un vif intérêt votre très belle et très opportune lettre que vous avez adressée le 17 février dernier au comité de propagande des Dames du Québec contre le surfrage politique féminin et j'approuve cette lettre de tout cœur.

L'entrée des femmes dans la politique, même par le seul surfrage, serait, pour notre province, un malheur. Rien ne la justifie, ni le droit naturel, ni l'intérêt social. Les autorités romaines approuvent nos vues qui sont celles de tout notre épiscopat.

Nos professeurs dans leur enseignement devront tenir compte de cette direction.

Je vous prie d'agréer, Monseigneur, l'assurance de mon entier dévouement en N. S. D.

L.-N. CARD, BEGIN, Archevêque de Québec.

D'aucuns dans les provinces anglaises accusent le clergé de Québec de conservatisme outré. Il sera toujours permis à Québec de faire, de l'opinion des autres provinces. En somme Québec a beaucoup plus profité de son esprit conservateur qu'il n'en a souffert. Le *Saturday Night* de Toronto le constatait récemment et justement au sujet du surfrage féminin. Quel est le conservatisme, en résumé, ne mord pas à toutes les fantaisies du progrès moderne. Cette province a toujours rejeté le surfrage féminin. Qu'il en soit ainsi, nous sommes convaincus. Qu'il en soit ainsi, nous sommes convaincus.

Un fait admis par des suffragettes dévouées, le *Saturday Night* citait plusieurs cas en Ontario. Ces suffragettes ontariennes avaient appris qu'en fait la loi sur le papier et la politique en pratique il y a de la marge et que la dernière est beaucoup moins attrayante que la première.

Le catholicisme en Australie

La ville de Sidney a fêté cette année le centenaire de sa cathédrale très solennellement. Il était de circonstance de résumer, dans un aperçu général, les progrès du catholicisme qui en Australie durant les cent dernières années. C'est ce que fit eloquemment Mgr Dubig, archevêque de Brisbane, qui proposa le discours de clôture des fêtes, présidée par le délégué apostolique, auxquelles étaient assés présents les archevêques et évêques d'Australie et de Nouvelle-Zélande.

"Il y a cent ans, dit le prélat, l'Eglise était proscrite en Australie. Il n'y avait qu'un seul et unique prêtre et pas une seule église. Maintenant l'Australie a un représentant du Saint-Siège chez elle, Mgr Cattaneo, délégué apostolique. L'Australie et la Nouvelle-Zélande compte plus de 1,200,000 catholiques, avec 9 archevêques et 10 évêques; 2,800 églises; ont ouvert au culte 1,500 prêtres assurant le service divin et 1,000 écoles catholiques donnent l'éducation catholique. Le nombre des prêtres originaux d'Australie va sans cesse en augmentant."

Un Père, le P. Hayes, O.M.I., a la direction d'une école industrielle et technique; on lui se fait beaucoup de bien depuis vingt-cinq ans.

Les places élevées sont comme les cimes des montagnes; les aigles et les reptiles peuplent seuls y attendent. — *Napoleon*.

L'homme doit utiliser tout, même la douleur.

Exigez une formule française pour votre remède. L'impôt sur le revenu.
